



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE 2018-92**

Séance du 13 décembre 2018 à dix-huit heures trente

L'an deux mil dix-huit, le treize décembre à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Caizergues, Billette, Carbonneill, Palau, Perez, Petit, Mmes Albiges, Bérard, Bertin, Chibani, Fraisse, Maury, Pervent, Vilaplana

Absents ayant donné procuration : Mme Castillo procuration à Mme Bertin, M. Lenoir procuration à M. Petit, Mme Olivier procuration à Mme Maury, Mme Vella procuration à M. Perez

Absents excusés : M. Hervet, M. Joly, M. Serra, M. Weber

Secrétaire de séance : Mme Frédérique Bérard

Nombre de membres en exercice :	22	Date de convocation et affichage	
Présents :	14	Absents : 4	03 décembre 2018
Procurations :	4	Votants : 18	

Objet : Modification du règlement de fonctionnement de « l'Ostal dels Pichons »

M. le maire donne la parole à M. Palau, délégué à l'enfance, qui rappelle le dernier règlement intérieur de la crèche approuvé par décision du conseil municipal en date du 02/03/2016 et son avenant relatif aux fermetures du 14/12/2017.

M. Palau informe qu'après une analyse détaillée des taux de fréquentation et afin d'optimiser le fonctionnement de cet établissement il y a lieu de modifier les horaires de fermetures de la crèche « l'Ostal dels Pichons ». M. Palau présente les nouveaux horaires tel que définis dans l'avenant applicable du 1^{er} février au 31 juillet 2019.

Après débat et à l'unanimité, sur proposition de M. le maire, les membres du conseil se prononcent favorablement sur le nouvel avenant relatif aux fermetures de la crèche et donne tous pouvoirs à M. le maire de le signer.

Ainsi fait et délibéré
Lavérune le 13 décembre 2018
Roger CAIZERGUES
Maire

Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature : 8.1